



Table des matières

2021 en un coup d'œil	4-
Les pays d'intervention	6-
Les 20 ans de la solidarité internationale	8 -1
Changement de cycle en Afghanistan	12-1
Le CICR : un partenaire privilégié	14-1
L'importance des médias indépendants	16-1
Le changement climatique reste une priorité	20-2
La Genève internationale à l'heure de la crise sanitaire	22-2

Préface

La loi cantonale sur le financement de la solidarité internationale, qui a vu le jour en 2001, est un texte pionnier en Suisse. Elle s'inspire directement de l'esprit de Genève et marque le soutien de l'Etat à la vocation internationale du canton, fondée sur la tradition humanitaire et le droit, ainsi que sur les valeurs de paix et de solidarité. Voilà donc 20 ans que le canton de Genève consacre chaque année une partie de son budget à la solidarité internationale. Ces deux dernières décennies, ce sont au total plus de 2 000 projets qui ont été financés et 342 associations qui ont été soutenues à travers le monde.

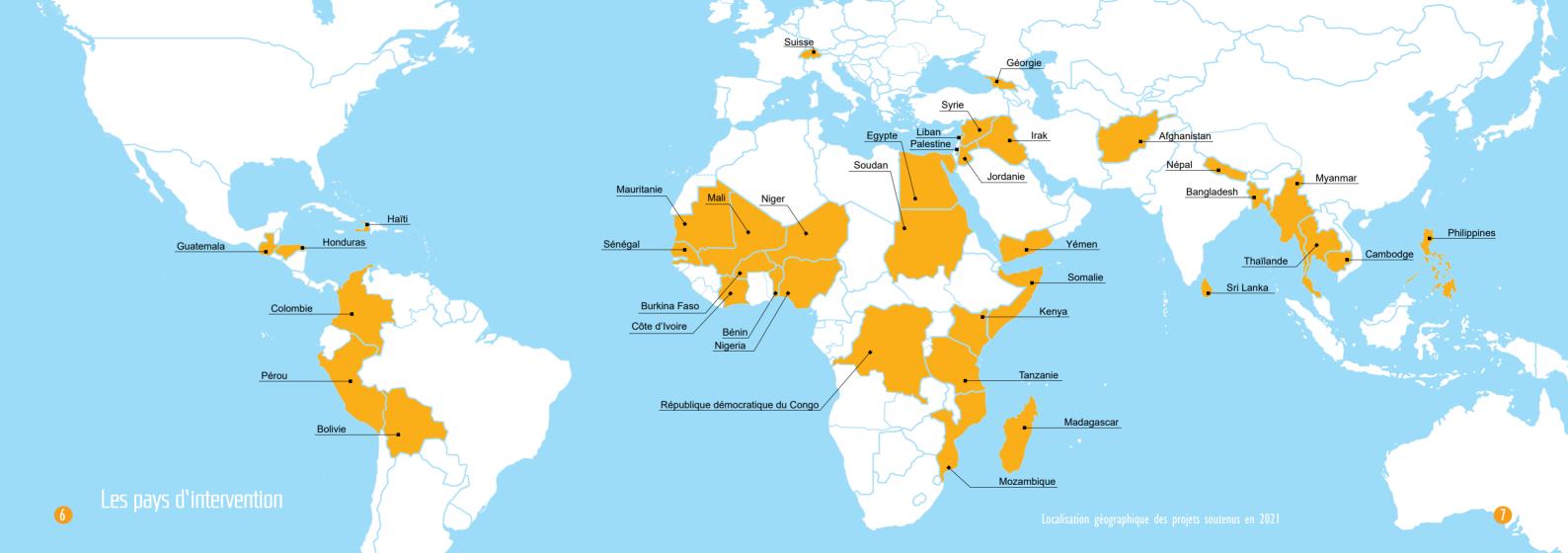
Les succès passés doivent inspirer nos actions au regard des défis à venir, qui sont aussi nombreux que conséquents. Pour parvenir à les relever, nous devons continuer à réunir nos forces et promouvoir la solidarité internationale, afin de renforcer la coopération entre les peuples. La solidarité internationale est en effet le gardien moral qui unit nos civilisations. Elle a pour vocation de redéfinir les enjeux et les choix. C'est un vecteur de liberté et d'autonomie qui, en faisant appel à l'intelligence collective, doit permettre à chaque société de trouver ses propres solutions.

Les bouleversements occasionnés par la pandémie ont continué, durant l'année écoulée, à perturber les activités sur le terrain et dans le cadre des manifestations liées à la Genève internationale. Manque de tests et de vaccins, pression sur les systèmes de santé : le COVID-19 nous a rappelé que si parfois nous sommes tous égaux face à la maladie, nous ne le sommes pas face à l'accès aux soins. Le canton a toutefois assumé ses responsabilités dans le suivi des financements en 2021, tout en faisant preuve de flexibilité à l'égard des associations soutenues. Face à la crise sanitaire et ses conséquences sur l'économie, ces dernières ont dû considérablement s'adapter dans leurs manières de travailler, notamment en accélérant la numérisation et les opérations à distance.

Ce 20e anniversaire est l'occasion d'adresser mes plus vifs remerciements à celles et ceux qui ont œuvré à l'élaboration et à l'adoption de la loi sur le financement de la solidarité internationale. Je tiens également à exprimer ma plus profonde gratitude aux personnes qui lui donnent vie depuis. Leur engagement passionné et sans failles traduit la volonté des autorités cantonales de lutter contre la pauvreté extrême, de réduire les inégalités et de défendre les libertés fondamentales.

Nathalie Fontanet Conseillère d'Etat





Les 20 ans de la solidarité internationale

Le 4 octobre 2001, le Grand Conseil genevois se fixait l'objectif, ambitieux, de consacrer 0,7 % de son budget annuel de fonctionnement à la solidarité internationale. Il s'agissait d'une première en Suisse qui a eu valeur d'exemple dans d'autres cantons. Genève soulignait ainsi son engagement déterminé en faveur de la solidarité internationale.

Le 4 octobre 2021, un événement a été organisé au Campus Biotech pour commémorer les 20 ans de la loi. Une présentation de l'impact des projets soutenus, des informations sur les activités réalisées et quelques chiffres ont été partagés avec l'audience. En 20 ans, plus de 2 000 projets ont été financés, 342 associations ont été soutenues et plus de 1 000 bourses d'études ont été données à des étudiants du Sud venus se former à Genève.

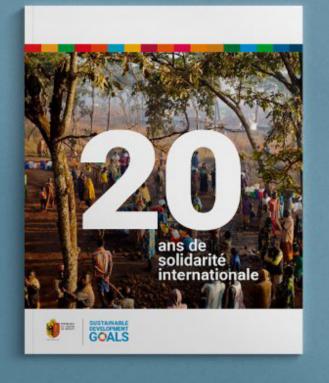
La conseillère d'Etat en charge de la solidarité internationale, Madame Nathalie Fontanet, a introduit la soirée à laquelle plus de 225 personnes - partenaires, associations, institutions académiques, représentants de collectivités publiques et des organisations internationales - ont assisté, ainsi que trois anciens conseillers d'Etat qui avaient eu la responsabilité du service de la solidarité internationale dans le cadre de leur mandat. Une mention particulière a été faite par l'ancien conseiller d'Etat, Monsieur Carlo Lamprecht, qui avait soutenu le projet de loi en 2001.





Une brochure numérique, accessible sur le site de l'Etat, a été publiée à l'occasion de ces 20 ans et rend hommage à celles et ceux qui ont œuvré à l'élaboration et à l'adoption de cette loi, ainsi qu'à toutes les personnes qui lui donnent vie depuis. La brochure met en exergue certains des projets qui ont marqué ces deux dernières décennies et passe en revue les différents domaines d'intervention de la politique de solidarité internationale du canton, tels que l'aide humanitaire, la défense des droits humains, la lutte contre le changement climatique, la santé, l'éducation et la Genève internationale.

Si le pourcentage consacré par le canton reste de l'ordre de 0,2 % les montants alloués ont augmenté parallèlement à la croissance des charges figurant au budget de l'Etat. Le montant annuel a évolué de 10 millions de francs en 2003 à plus de 17 millions en 2021. Depuis 2001, près de 300 millions de francs ont été attribués. Le canton participe également au taux d'effort de la solidarité internationale à travers des projets de coopération de l'Université de Genève, des Hôpitaux Universitaires et des projets de la Genève internationale.





Changement de cycle en Afghanistan

L'année 2021 a également été marquée par le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan. Ces profonds changements politiques, ont eu notamment pour effet une remise en question de la politique d'aide humanitaire et de coopération menée dans le pays ces 20 ans dernières années. La grande majorité des ONG actives dans le pays jusque-là ont mis fin à leurs activités. Toutefois, certaines organisations continuent de se battre afin de poursuivre leurs actions. C'est le cas de l'association Nai Qala, soutenue par le canton de Genève, qui a maintenu ses programmes de promotion et d'accès à l'éducation des filles dans les régions reculées du pays.

En 2021, l'association a atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixés. Au total, elle a géré 65 projets d'éducation préscolaire pour plus de 2 000 filles et garçons dans deux provinces du centre de l'Afghanistan. Nai Qala a inauguré une nouvelle école pour 600 filles dans une région reculée de la province de Bamiyan et rénové l'école pour filles de Marghi située dans la même région. Au printemps, l'association a ouvert 20



nouvelles classes dans la province de Daikundi qui s'ajoutent aux 45 classes existantes dans la province de Bamiyan. Tout au long de l'année, les salaires de 70 enseignantes et coordinatrices sous contrat avec l'association ont été payés et du matériel a été fourni aux 65 salles de classe. En parallèle, l'association a continué de superviser la qualité de l'enseignement.

Le CICR: un partenaire privilégié

Face à la multiplication et l'aggravation des conflits, et de leur complexification à cause des crises sanitaires, environnementales et économiques, les besoins financiers du CICR sont toujours plus importants, notamment à cause des problèmes logistiques. En 2021, le budget du CICR a augmenté de 5,5 % par rapport à celui de 2020. Il a presque doublé par rapport à celui de 2012. Pour 2022, il devrait se stabiliser autour de 2,3 milliards de francs suisses.

La convention quadriennale de partenariat entre le canton de Genève et le CICR vise la réalisation de projets d'aide humanitaire que le CICR mène sur le terrain, dans le contexte particulier des conflits oubliés. Le processus pour le choix des conflits oubliés se fait, chaque année, en accord avec le canton. En 2021, le financement du canton a été attribué à des contextes moins médiatisés, comme la Géorgie, les Philippines, le Sri Lanka et le Pérou (bureau régional de Lima).

La délégation régionale du CICR à Lima, a notamment poursuivi ses efforts pour protéger et assister les personnes vulnérables, y compris les communautés touchées par la violence dans la vallée des fleuves



Apurimac, Ene et Mantaro. Les projets eau du CICR, menés en coordination avec les autorités et les membres de la communauté, ont par exemple permis aux habitants de cette vallée de disposer de services d'eau potable et d'assainissement.



L'importance des médias indépendants



Garantir l'accès à une information libre et indépendante est essentiel pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et faire progresser la promotion et la protection des droits de l'homme. En tant que média indépendant, The New Humanitarian (TNH), agence de presse à but non-lucratif, fournit des informations et analyses sur les crises humanitaires mondiales grâce à un journalisme de terrain.

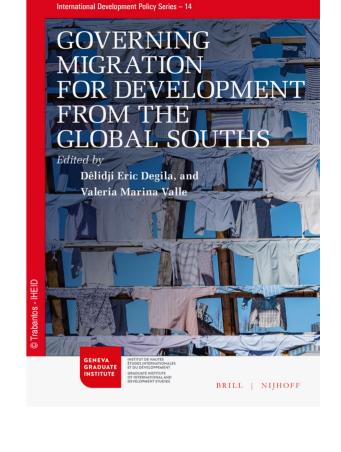
En 2021, TNH a publié dans le cadre d'un projet de 3 ans soutenu par le canton, des articles et reportages de fond ayant pour but d'améliorer l'efficacité et la responsabilité de l'action humanitaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA). En effet, une grande partie des pays que TNH couvre font face à une situation de la presse très compliquée notamment en raison d'un manque d'indépendance, de difficultés d'accès et de problèmes de sécurité. Son vaste réseau de journalistes locaux et internationaux ainsi que son statut d'organisation indépendante permettent à TNH de fournir de l'information objective.





Health Policy Watch (HPW) est une initiative de l'association Global Policy Reporting. Ce média assure une couverture quotidienne des problèmes de santé globaux dans cinq catégories clés: les maladies infectieuses, les pandémies et urgences, la résistance aux antibiotiques, les maladies non transmissibles et le développement durable. Le canton apporte notamment un soutien ponctuel à HPW dans le cadre de la couverture médiatique du Geneva Health Forum. HPW vise à compléter et à renforcer la communication autour du GHF, en assurant une couverture médiatique aux sessions et thèmes qui sont abordés, ainsi qu'une prise en compte des points de vue des pays en développement.

Le canton attache également de l'importance à la diffusion et la production des savoirs académiques. Depuis 2018, le canton soutient la Revue internationale de politique de développement (DevPol). DevPol est une revue académique qui traite des relations Nord-Sud et des questions de développement. Ancrée à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), DevPol publie des articles de chercheurs et de praticiens provenant du monde entier. Ses articles visent à contribuer à la fois au discours scientifique et aux politiques et pratiques dans le domaine du développement et de la coopération internationale.





Le changement climatique reste une priorité

Le 9 août 2021, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) publiait le premier volume de son 6ème rapport d'évaluation. Ce dernier offre une évaluation régionale poussée du changement climatique, en s'attachant notamment aux informations utiles pour éclairer l'évaluation des risques, l'adaptation et d'autres processus décisionnels; il définit aussi un nouveau cadre qui permet de transcrire ce que les changements physiques du climat-chaleur, froid, pluie, neige, sécheresse, vent, inondations côtières et autres-impliquent pour la société et les écosystèmes.

Le canton accorde une importance particulière aux projets en relation avec l'environnement et le changement climatique. Ainsi, près d'un million de francs par année est affecté à ce domaine, en finançant des organisations basées en Suisse; en favorisant des projets sur le moyen et long terme (2-3 ans) et en encourageant des partenariats multipartites.



En 2021, 969 700 francs ont été attribués à 12 projets environnementaux portant notamment sur la promotion d'une agriculture durable, comme au Kenya pour renverser le processus de dégradation des sols et renforcer la résilience climatique des communautés (association One Action), ou la lutte contre l'insécurité alimentaire au Sénégal (Union Internationale pour la conservation de la nature). D'autre projets ont porté sur la protection de la forêt, au Pérou et à Madagascar, ou l'accès à l'eau potable en Somalie.

La Genève internationale à l'heure de la crise sanitaire

L'année 2021 a une fois encore été marquée par la crise sanitaire qui a affecté la planète entière. Si la pandémie semble avoir épargné l'Afrique et les pays les moins développés des pires scénarios envisageables, ses conséquences ont été importantes.

La crise sanitaire a également complexifié le travail des ONG, tant sur le terrain qu'à Genève. Une enquête réalisée en 2021, par le Centre d'Accueil de la Genève Internationale (CAGI) en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), auprès de 470 ONG de la Genève internationale et auquel 108 ont participé, a mis en évidence les défis auxquels les ONG sont confrontées. Près de la moitié des ONG ont dû suspendre certains de leurs programmes, et un tiers des personnes interrogées ont dû réduire à la fois leurs programmes basés à Genève et sur le terrain. Celles-ci ont dû considérablement s'adapter, en adoptant de nouvelles manières de travailler et en accélérant la digitalisation et les opérations à distance.

L'étude souligne notamment que l'impact de la COVID-19 dans le futur rôle des acteurs de la coopération va dépendre des engagements des collectivités publiques, qui doivent abriter des fonds parmi les différentes priorités politiques et économiques que la crise sanitaire et économique a créée. Genève est idéalement positionnée pour cultiver un savoir-faire et développer une approche des crises à différentes échelles.

Les acteurs de la coopération repensent aujourd'hui leurs modes de fonctionnement. Le recours croissant à des méthodes de travail hybrides, l'accélération du travail en réseau ou encore la mise en place de plateformes thématiques et géographiques garantissent des formes de collaboration plus efficientes pour lesquelles une participation plus importante des acteurs locaux est indispensable. Les mécanismes de financement de ces acteurs et de leurs projets doivent aussi évoluer pour donner davantage de flexibilité aux organisations, tout en respectant la traçabilité de l'utilisation des fonds



Les projets de solidarité internationale soutenus par le canton s'inscrivent dans l'agenda 2030 pour le développement durable



Pour plus d'informations sur le financement de projets de solidarité internationale, nous vous invitons à consulter notre site: international.ge.ch CONTACT

Département des finances et des ressources humaines (DF)
Direction des affaires internationales (DAI)
Service de la solidarité internationale (SSI)
Rue du Vieux-Marché 4 - 1207 Genève
T. +41 22 388 15 40
si-secretariat @ etat.ge.ch